

Grenoble le 17 avril 2010

Monsieur Le Préfet de l'Isère,

Monsieur le Procureur de la République,

Monsieur le Recteur d'Académie

Monsieur le Maire de Grenoble,

Madame la Directrice départementale de la sécurité publique,

Madame, Messieurs

Contrairement à ce que la rumeur propage, il semblerait que l'agression commise vendredi 9 avril à Grenoble, près de la place Grenette n'étaient pas l'œuvre de personnes venues de la Villeneuve ou de Mistral, ces quartiers «délaissés» de la politique de la ville, mais d'individus qui squattent, au mépris de la loi, depuis plusieurs mois, le hall et les parties communes de la résidence sociale de l'association ODTI, 7 place Edmond Arnaud. Ces individus s'en prennent aux personnes et aux biens, font usage de stupéfiants et d'alcool, en utilisant nos locaux comme lieu de recel. Pour avoir eu à les affronter jours et nuits, nous les connaissons bien. Ce sont majoritairement des mineurs, la plupart des décrocheurs scolaires, certains pouvant relever d'une problématique de santé mentale. Nous rappelons au passage que notre association n'a pas pour mission de s'occuper de ce public externe à la résidence sociale.

Depuis plusieurs mois, nous n'avons cessé de donner ce signalement aux autorités publiques (voir ci-dessous et en attaché la lettre du 27 décembre 2009 qui vous a été envoyée qui était un appel à une prise de responsabilité ainsi que la lettre de rappel expédiée le 1^{er} février 2010). Ces courriers sont restés sans réponses, ni même n'ont fait l'objet d'un accusé de réception. Seul le maire de Grenoble a manifesté sa solidarité. Nous avons déposé de nombreuses plaintes et fait des signalements téléphoniques quasiment tous les trois jours à la police nationale pour qu'elle intervienne. Pour le moins, cette situation était connue de tous les responsables publics. Apparemment, les autorités publiques n'ont pas pris très au sérieux nos signalements répétés, les menaces et violences que nous supportons ainsi que les dérives dangereuses dont nous anticipions l'issue tragique. Dans ces courriers, nous faisons état d'un drame possible qui ferait la une des médias. Le drame a eu lieu, heureusement, si l'on peut dire, à l'extérieur de nos locaux et du quartier. D'autres drames pourraient se produire car cet événement et la manière dont il a été relaté a suscité beaucoup de ressentiments au sein de certains publics et parmi ceux qui n'ont pas été interpellés.

Cette situation que nous subissons, seuls, 24 h sur 24, 7 jours sur 7, et depuis fort longtemps, a donc débordé sur le reste du centre-ville. Tant que tout cela se passait dans le quartier Très-Cloîtres et à l'ODTI, à 100 mètres de l'hôtel de police, l'affaire semblait mineure (principe de «containment»). L'ODTI a même été soupçonné de ne pas savoir lutter contre l'insécurité alors que nous avons prouvé que tout cela était la conséquence de faiblesses dans le maintien de l'ordre public, d'un échec dans l'encadrement de la population jeune de ce quartier (augmentation des familles monoparentales sous la

responsabilité de mères complètement dépassées par les évènements, disparition de toute forme de présence masculine positive dans l'espace privé, social et public, repli des services sociaux, croissance de l'économie de braconnage dont trafic de stupéfiants). Cette dérive des institutions publiques et privées n'est pas récente, elle est engagée depuis des années. Les villes ne sont pas malades des lieux (il ne suffit pas de faire « tabula rasa » des quartiers), des gens (il ne suffit pas de dissoudre le peuple comme ironisait Brecht), mais les villes sont, assurément malades de leurs institutions, des institutions balkanisées, empilées et cloisonnées incapables de mettre en œuvre les moyens adaptés à partir d'une stratégie mûrement réfléchie. C'est ce que nous ne cessons de dire sans être entendu depuis des années.

Ce drame ne relève pas du hasard, de l'acte de violence gratuite, lâche ou barbare comme il a pu être dit, ici ou là. Sa logique était prévisible, le scénario était connu. Les propos tonitruants d'après crise, les coups de menton et les patrouilles policières sillonnant la ville ont aujourd'hui quelque chose de dérisoire et d'affligeant. Un drame s'est produit. Il pouvait être empêché. D'autres pourraient survenir, car tout le monde sait ce qu'il en est de la montée du ressentiment dans différents quartiers de la région urbaine grenobloise. Ils peuvent être encore prévenus. Certes l'insécurité s'incarne dans des personnes (victimes et délinquants) mais l'insécurité fleurit toujours sur la démission des institutions de la République !

Et maintenant que fait-on, passée l'émotion ? On continue comme avant ?

Veillez agréer, Madame, Messieurs, l'expression de nos salutations citoyennes.

Claude Jacquier

Président directeur général bénévole de l'ODTI.

Copie à Jean-François Lapière, directeur général d'ACTIS, notre bailleur.